



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la coordination et de  
l'appui territorial**

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Mme sylvie. sold  
[sylvie.sold@moselle.gouv.fr](mailto:sylvie.sold@moselle.gouv.fr)  
03 87 34 86 90

Metz, le **12 MARS 2025**

**Lettre recommandée avec AR 2C 074 936 3336 4**

Monsieur le directeur,

Par lettre du 30 janvier 2025, je vous ai adressé, pour observations, un exemplaire du projet d'arrêté mettant en demeure votre société Lormafer de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Creutzwald.

Sans observation de votre part dans le délai imparti, je vous notifie, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral pris ce jour.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Richard Smith

Monsieur Emmanuel Hanen  
président directeur général de la  
Société Lormafer  
La Houve  
Siège 1  
BP 71  
57150 Creutzwald



**ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 93**

du **12 MARS 2025**

**mettant en demeure la société Lormafer de respecter certaines prescriptions pour l'exploitation de ses installations sur le territoire de la commune de Creutzwald en application de l'article L.171-8-I du code de l'environnement**

Le préfet de la Moselle,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le Livre I, Titre 7 du code de l'environnement et notamment l'article L.171-8 I ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié autorisant la société Lormafer à régulariser la situation administrative de ses installations situées sur le territoire de la commune de Creutzwald ;
- Vu** le rapport du 23 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le courrier préfectoral du 30 janvier 2025 informant la société Lormafer de la mise en demeure envisagée à son encontre et du projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** l'absence de réponse formulée par la société Lormafer dans le délai imparti ;

**Considérant** l'article 3.3.8 de l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié réglementant les différents points de rejets aqueux, et notamment la valeur limite de rejet en matières en suspension totales (MEST) du point n°2 « Eaux traitées de rinçage des citernes de chlore » fixée à 30 mg/l ;

**Considérant** que les dernières analyses de mars 2024 montrent une concentration en matières en suspension totales de 270 mg/l pour ce point ;

**Considérant** de plus qu'il n'y a pas eu d'analyses semestrielles en 2023 pour ce point, en raison de l'absence de wagons à chlore sur site ;

**Considérant** enfin que les analyses de janvier 2022 montrent une concentration en matières en suspension totales de 310 mg/l pour ce point ;

**Considérant** dès lors que la valeur limite d'émission en MEST pour le point de rejet n° 2 n'est pas respectée ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions de l'article 3.3.8 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2013 susvisé ne sont pas entièrement respectées ;

**Considérant** par ailleurs l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié réglementant la fréquence de surveillance des paramètres mentionnés notamment à l'article 3.3.8 de l'arrêté susvisé ;

**Considérant** que la fréquence (semestrielle) de surveillance n'est pas respectée, pour le point de rejet n° 2, pour l'ensemble des paramètres ;

**Considérant** de plus que la fréquence (mensuelle) de surveillance n'est pas respectée, pour le point de rejet n° 1, pour les paramètres DCO et MEST ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions de l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2013 susvisé ne sont pas entièrement respectées ;

**Considérant** que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société Lormafer, dont le siège social est situé à La Houve Siège 1 à Creutzwald (57150), est mise en demeure de respecter, pour ses activités de traitement de wagons-citernes, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions :

- de l'article 3.3.8 de l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié en ce qui concerne la valeur limite de rejet en MEST pour son point de rejet n° 2 ;
- de l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié en ce qui concerne la surveillance semestrielle des rejets du point n° 2 et la surveillance mensuelle des rejets en DCO et MEST du point n° 1.

### **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Lormafer et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et au maire de Creutzwald.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire-général,



Richard Smith

**Délais et voies de recours :**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

